



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

23 au 28 Mars 2024

SOMMAIRE

Projet de développement: des résultats probants pour le projet Casef.....	2
Coopération: la Corée du Sud et Madagascar partagent la même vision	2
Aires protégées marines : Lancement d'outils standards de gestion.....	2
Économie bleue : Vulgarisation de la formation en pisciculture.....	3
Mahitsy- projet ODOF : Inauguration d'une usine de transformation de tomates	4
Madagascar airlines : Un programme de renforcement de la flotte jusqu'en 2025	4
Global Financing Facility ou Mécanisme de Financement Mondial	5
SEED: Pour le soutien à l'écosystème entrepreneurial.....	5
Emploi : 20 sortantes de la formation de masse en coupe et couture recrutées à Maurice.....	6
Développement socio-économique : État et secteur privé sur la même longueur d'onde	6
Inclusion financière : La NIM s'associe avec Shyn et Vanilla Pay	6
MID : L'ariary s'apprécie face au dollar et à l'euro.....	7
Industrialisation : Transformation de grains secs en farine dans le district d'Ambatoboeny.....	7
Filière gingembre: Ambatovy appuie les producteurs de Moramanga	8
Le tarif plancher de l'internet mobile fixé à 0,95 USD le Gigaoctet à partir du 1er avril	8
Andravoahangy : Des matériels de pesage saisis	9
Complexe halieutique de Farafangana : Une capacité de stockage	9
Infrastructures défaillantes: un frein à la promotion du tourisme	10
Urbanisation: les villes ne parviennent pas à catalyser la croissance économique	10
Projet ODOF : Une usine de pâtes alimentaires à Ambohimangakely	10
Droit des affaires : La sécurité juridique pour attirer les investisseurs	11
Internet : Telma propose un nouveau catalogue d'offres	11
MINAE - Secteur privé : Un partenariat pour la mise en place des usines d'engrais	12
Zlecaf: le secteur privé a besoin d'être rassuré	12

Projet de développement: des résultats probants pour le projet Casef

ARH. | LES NOUVELLES | 23 MARS 2024

Une réunion de restitution de la dernière mission de supervision de la Banque mondiale sur le projet de Croissance agricole et de sécurisation foncière à Madagascar (Casef) a eu lieu au ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Minae) à Anosy, hier. Et les résultats sont probants.

«Le projet Casef a dépassé les attentes initiales en matière d'appui aux chaînes de valeurs agricoles, notamment le litchi, la cannelle, le maïs, le soja et le lait », indique-t-on au niveau du Minae. « Une redynamisation significative de la filière viande rouge dans le Sud de Madagascar a également été observée », ajoute-t-on. Pour rappel, ce projet financé par la Banque mondiale, sous tutelle du Minae en collaboration avec le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire (MDAT), prend fin cette année. Et autant dire que le bilan est positif. Des avancées notables ont été réalisées, notamment dans la modernisation du centre d'insémination artificielle de Taolagnaro, l'installation d'une machine génératrice d'azote liquide et l'importation de bétail génétique dans le Nord de l'île. De plus, des mesures de renforcement des services de

santé animale, telles que la mise en place d'un laboratoire et l'implantation de nouvelles variétés de semences Juncao, ont été mises en œuvre avec succès. Le projet a également entrepris des actions sur la traçabilité à travers les boucles d'identification bovines.

Sécurisation foncière

En outre, la distribution de certificats fonciers est l'une des composantes majeures du projet, en faveur de 1,390 millions dans 14 régions administratives, d'ici juin 2024, sans oublier le soutien apporté aux 438 guichets fonciers communaux. « Ces objectifs ont été non seulement atteints, mais dépassés », précise le Minae. C'est indéniable. Le projet Casef joue un rôle dans le développement local. Les communes ont connu une amélioration significative de leurs performances, passant de la délivrance de seulement 60 certificats par an avant Casef à 1.000 certificats, à l'heure actuelle. La Banque Mondiale a réaffirmé son engagement à soutenir Madagascar dans son élan de développement agricole, en soulignant ainsi l'importance des initiatives telles que le projet Casef pour transformer positivement les secteurs agricole et foncier du pays.

Coopération: la Corée du Sud et Madagascar partagent la même vision

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 23 MARS 2024

Madagascar et la Corée du Sud entretiennent de longues dates de relations étroites dans divers domaines, contribuant au développement économique et social de Madagascar. Une fois de plus, l'ambassadrice de la Corée du Sud, Park Jihyun a réitéré cet engagement, lors de sa visite de courtoisie auprès du ministre des Transports et de la météorologie (MTM), Valéry Ramonjavelo, hier. Plusieurs pistes de partenariats ont été discutées dans les secteurs aérien et ferroviaire. Mais la Corée du Sud

manifeste aussi sa volonté de collaborer avec le ministère dans le domaine de la météorologie. « La Corée dispose un service météorologique particulièrement performant » confie le MTM. « Une coopération étroite entre les deux nations favorisera la connectivité, la sécurité des transports et la résilience face aux aléas climatiques pour ouvrir des perspectives prometteuses vers le développement durable du pays » rajoute le MTM.

Aires protégées marines : Lancement d'outils standards de gestion

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 23 MARS 2024

Le ministère de l'Environnement et du Développement durable multiplie les mesures pour une meilleure gestion des ressources naturelles.

Un projet de mise en place d'outils juridiques et techniques de gestion des aires marines protégées est en cours de lancement.



Mise à jour.

Un projet qui va combler un vide puisque jusqu'à présent, les outils de gestion développés dans le cadre du Système

des Aires Protégées de Madagascar (SAPM) sont plus adaptés aux aires protégées terrestres mais ne comprennent pas suffisamment les spécificités de l'environnement marin. La démarche actuelle consiste justement en une mise à jour des outils relatifs à la gestion des aires protégées pour que ces derniers incluent et répondent aux besoins des spécificités marines. L'objectif à terme étant de parvenir à un triplement de la superficie des aires marines protégées de Madagascar. Et ce, conformément à l'engagement pris par Madagascar lors du congrès mondial des parcs à Sydney en 2014 en guise de contribution du pays dans la mise en œuvre de la Convention sur la Biodiversité Biologique.

Actualisation.

Ces outils ont été préparés à travers des consultations inclusives, des échanges avec les différentes parties prenantes pendant plus d'une année. Le MEDD a été appuyé par le projet GEF6 AMP dans le processus de mise en place de ces outils standards de gestion des aires marines protégées. Les mises à jour portent notamment sur l'actualisation du guide Plan d'Aménagement et de Gestion des Aires Protégées en y insérant des spécificités marines. L'élaboration des nouveaux outils consiste également à

développer les termes du règlement intérieur dans les aires marines protégées, régissant principalement les droits et obligations de tous les visiteurs et de toute personne présente dans l'aire protégée ou qui la fréquente. Les termes de la convention de gestion communautaire seront également revus afin de disposer d'un outil technique destiné aux communautés de base, dans une zone bien définie de l'aire protégée. Enfin, des indicateurs de normes

de gestion pour les AMP sont à développer. Cet outil de communication concerne l'efficacité de gestion entre le MEDD et le gestionnaire des AMP. Notons que ces différentes étapes ont fait, hier, l'objet d'un atelier qui s'est tenu au Colbert. La prochaine étape sera la formation sur ces outils, à l'endroit du staff du MEDD et de toutes les parties prenantes pour quatre régions.

Économie bleue : Vulgarisation de la formation en pisciculture

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 23 MARS 2024

Dans le cadre de la promotion de l'économie bleue, le ministère de tutelle effectue la vulgarisation de la formation en pisciculture et rizipisciculture dans plusieurs régions de l'île.

Ces activités piscicoles sont rentables et permettent aux promoteurs de créer une source de revenu durable tout en contribuant à la lutte contre l'insécurité alimentaire, selon les techniciens de ce département ministériel. La formation qu'ils dispensent aux paysans porte notamment sur la technique de l'élevage de poissons, le système de grossissement des alevins, l'alimentation animale et l'intégration de la pisciculture dans les champs rizicoles irrigués. Les textes réglementaires régissant la pisciculture et le développement de l'économie bleue sont également vulgarisés. De nombreux paysans issus de différentes régions, dont entre autres, SOFIA, Itasy, SAVA, Atsimo Andrefana, Menabe, Ihorombe, Vakinankaratra, Vatovavy s'intéressent ainsi à cette filière porteuse en s'inscrivant à la formation prodiguée gratuitement par le ministère en charge de la Pêche et de l'Économie bleue.

Intrants chimiques interdits.

Il est à noter que la pisciculture en étang et l'élevage de poissons dans les rizières sont à développer, dans le cadre de la promotion de l'économie bleue. Ce qui permettra de diversifier les sources de revenu des ménages tout en créant des emplois en milieu rural. Durant la formation, les techniciens identifient les zones à aménager qui seront favorables à ces activités avant de se lancer dans la création des bassins piscicoles. La facilitation de l'approvisionnement en alevins et de l'accès aux intrants de qualité est également de mise pour les exploitants des étangs piscicoles et les rizipisciculteurs afin de développer leurs activités. Parlant de la technique de rizipisciculture en général, des alevins sont mis dans les rizières après le repiquage des plants de riz. L'utilisation des intrants chimiques tels que les engrais et les pesticides est interdite étant donné que les poissons disposent d'un biotope sain dans lequel ils trouvent suffisamment de nutriments comme des escargots, des insectes et d'autres petits animaux aquatiques pour se nourrir.

20 000 Ar le kilo.

Pour les exploitants rizicoles, cet investissement est doublement rentable puisqu'ils peuvent à la fois capturer des poissons tout en augmentant sa production de riz de l'ordre de 10 à 20%, selon une étude menée par la coopération allemande GIZ. En outre, il a été soulevé qu'un hectare d'étang pourrait produire jusqu'à 40 tonnes de poissons

tandis qu'un hectare de rizières peut fournir entre 300 et 500 kg de poissons si la technique d'élevage est bien maîtrisée. Pour les pisciculteurs, ils avancent que cette activité est rentable mais l'insécurité et l'accès à l'alimentation animale constituent leurs principales contraintes. En plus, les poissons d'eau douce notamment le Tilapia constituent également un produit de luxe pour les consommateurs. En effet, le prix du kilo des poissons tourne actuellement autour de 20 000 Ar. Dans les gargotes et les petits restaurants, un plat de poisson sauce ou frit coûte 10 000 Ar. Ce n'est pas ainsi à la portée de toutes les bourses.



Aquaponie.

Par ailleurs, le ministère de tutelle envisage de travailler en partenariat avec le centre de recherche FOFIFA en vue de développer l'aquaponie, toujours dans le cadre de la promotion de l'économie bleue. Il s'agit notamment d'un système de production intégré, souvent en circuit fermé, qui associe l'aquaculture en eau douce, ou l'élevage de poissons, et la culture hydroponique, ou la culture de plantes sur un lit d'eau enrichie en éléments nutritifs. L'association de ces deux systèmes de production permet, ainsi, d'intégrer et de rendre complémentaires de nombreux facteurs non viables liés au fonctionnement indépendant d'un système aquacole ou hydroponique. On peut pratiquer cette activité même dans la cour de chaque ménage. Il est à rappeler que ce système aquaponique a été introduit en 2018 dans la commune rurale de Mangily, à Toliara, par l'ONG Bel Avenir et ce, en partenariat avec les membres du groupe « Chantiers Solidaires ».

Mahitsy- projet ODOF : Inauguration d'une usine de transformation de tomates

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 23 MARS 2024

Inaugurée hier, la nouvelle usine ODOF de Mahitsy se lance dans la transformation de tomates en ketchup et en concentré. Elle ouvre des perspectives pour les producteurs locaux.

L'usine de transformation de tomates de Mahitsy, spécialisée dans la production de ketchup et de concentré de tomates, a été inaugurée hier, marquant un tournant majeur pour l'économie locale et les producteurs de la région. Cet événement représente un effort considérable du gouvernement, dans le cadre du programme « One District, One Factory » (ODOF), visant à stimuler le développement industriel à proximité des zones de production.



Les agriculteurs et coopératives de Mahitsy se réjouissent particulièrement de cette avancée, qui leur assure un marché stable et rémunérateur pour leurs tomates. « Cette usine est une bénédiction pour nous. Avant, la vente de nos tomates était une source constante d'inquiétude en raison de leur nature périssable. Désormais, nous disposons d'un acheteur fiable qui valorise notre travail à un prix juste, » déclare la présidente d'une coopérative de producteurs locaux. Cette initiative s'inscrit parfaitement dans les efforts du ministre pour encourager la transformation locale

des matières premières, renforçant ainsi l'économie et la stabilité financière des producteurs.

Impact

La capacité de l'usine à traiter cent kilos de tomates par heure représente un potentiel de transformation industrielle à l'échelle locale. Le choix de Mahitsy pour cette usine n'a pas été anodin, étant l'un des bastions de la production de tomates dans l'Analamanga, avec une production annuelle moyenne de vingt-six mille tonnes. L'impact du projet dépasse les frontières de la commune. Grâce à la loi sur les sociétés coopératives, les associations de producteurs bénéficient d'un cadre légal leur permettant de se positionner comme opérateurs économiques indépendants, capables de commercialiser leurs produits aussi bien localement qu'à l'extérieur de la région. « Tous les acteurs impliqués, des paysans aux producteurs, trouvent leur compte dans ce projet, garantissant à nos tomates transformées de devenir des symboles de notre productivité », souligne le député Johnny, élu de la circonscription, confirmant ainsi le soutien populaire autour de ce projet. La gestion de l'usine par la société « Dago Green Consulting » assure une continuité dans l'approvisionnement en matières premières, en prenant en charge les produits non seulement de Mahitsy mais aussi des régions avoisinantes. Cela répond à l'une des préoccupations majeures du ministre Razafindravahy, qui, lors de ses visites à Mahitsy, avait promis de mettre fin au gaspillage de la production locale. Le programme se positionne comme un modèle de développement économique local, en soutenant les entrepreneurs dans la transformation des produits locaux et en visant l'autosuffisance alimentaire du pays. La réussite de ce projet à Mahitsy inspire déjà d'autres régions et souligne l'importance de l'engagement gouvernemental envers le développement durable et l'industrialisation de proximité.

Madagascar airlines : Un programme de renforcement de la flotte jusqu'en 2025

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 25 MARS 2024

Un remodelage de la flotte. La compagnie Madagascar Airlines prévoit de remettre sa flotte à flot. Sur un laps de temps déterminé, certains aéronefs feront l'objet d'une rénovation et d'une maintenance pour qu'ils puissent à nouveau décoller. La société prévoit aussi de se débarrasser des avions dont le loyer est trop élevé pour la compagnie. C'est ce qu'a développé Thierry de Bailleul, directeur général de Madagascar Airlines lors d'une conférence de presse à Analakely, jeudi. La compagnie prévoit en effet de redorer son blason et de renforcer son image. « Avec le financement de la Banque mondiale, nous sommes en train de remettre en état certains avions. Nous sommes également en train de nous séparer d'autres avions dont les loyers étaient trop élevés. Nous les sortons de la flotte car leur location est beaucoup trop chère », confie le directeur général. Par ailleurs, le plan de redressement de la compagnie prévoit aussi l'acquisition cet été de nouveaux aéronefs dont les loyers sont plus abordables. Il n'y a pas encore de date précise pour l'arrivée de ces appareils. Deux avions devraient arriver entre juillet et septembre tandis que

deux autres avions sont prévus arriver entre la fin de cette année et le mois d'avril 2025. Il s'agit d'ATR-72 de type 500. Des avions conçus pour des vols court-courriers avec une capacité d'environ soixante-dix-huit passagers. Selon les explications de Thierry de Bailleul, Madagascar Airlines se dirige vers une flotte entièrement homogène composée de six avions ATR de ce type. « Cela représente des économies d'échelle et des économies financières », explique-t-il. Notamment en termes de carburant car ce genre d'aéronef est réputé consommer beaucoup moins que ses « cousins » de chez Embraer. Pour rappel, l'État avait autorisé il y a une semaine l'émission d'une garantie souveraine pour la location de deux ATR-72 500 dans un plan d'acquisition en « dry lease ». Les appareils seront fournis sans équipage ni personne au sol. Ce remodelage de la flotte cadre avec la politique menée par Madagascar Airlines actuellement. La compagnie décide en effet de se tourner vers ses vols domestiques pour alimenter ses caisses et regagner un seuil de rentabilité.

Global Financing Facility ou Mécanisme de Financement Mondial : Les institutions financières internationales restent déterminées à renforcer leur partenariat avec Madagascar

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 25 MARS 2024

Le Mécanisme de Financement Mondial ou Global Financing Facility (GFF) est un partenariat qui a pour objectif de combler le déficit de financement pour la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et la nutrition dans 67 pays à revenus faibles ou moyens-faibles et confrontés à de multiples défis sanitaires.

La visite effectuée la semaine dernière par Luc Laviolette, chef du Secrétariat de ce mécanisme dans lequel s'implique la Banque mondiale, a marqué une nouvelle étape dans le processus de financement des actions en faveur de la santé reproductive et de l'enfance.



Prochaines étapes

Une visite marquée, entre autres, par une visite de courtoisie que Luc Laviolette a rendue à la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison. Une occasion pour les deux personnalités de faire un bilan du partenariat en cours et de discuter sur les prochaines étapes à réaliser. On rappelle que Madagascar dispose déjà d'un cadre d'investissement pour la santé reproductive maternelle, néonatale infantile et de l'adolescent et pour la santé, pour la période 2020 - 2024. Aligné sur le Programme de Développement du Secteur Santé (PDSS), ce cadre d'investissement contribue à apporter des solutions aux problèmes liés à aux offres de services de qualité en Santé de la reproduction, de la mère,

du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent-Nutrition (SRMNIA-N) et au renforcement du système de santé. Avec notamment la chaîne d'approvisionnement pour assurer la disponibilité des médicaments essentiels et des vaccins dans les formations sanitaires, les ressources humaines via l'incitation à la performance, le financement de la santé, via l'élaboration de la Stratégie Nationale de Financement de la Santé (SNFS), des réformes en matière de finances publiques, la gouvernance, le système national d'information sanitaire (SNIS) et l'enregistrement régulier des faits d'état civil. Les coûts d'investissement sont estimés à 184 milliards d'ariary soit 512 millions de dollars.

Mise à jour

La rencontre entre la ministre de l'Economie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison et le Chef du Secrétariat du GFF leur a permis notamment d'échanger sur l'achèvement et la mise à jour du cadre d'investissement. Ils ont également parlé de la finalisation de la cartographie des ressources et de la mobilisation des ressources (juillet 2024) ; du soutien à la réalisation des enquêtes téléphoniques FAST (début ce mois de 2024) ; de l'appui à l'élaboration du nouveau Plan National Stratégique de la Santé des Adolescents et des Jeunes (début avril 2024) ; de l'appui, du suivi et de la capitalisation de la mise en œuvre des modèles pilotes de financement de la santé et de protection financière (a débuté depuis janvier 2024). Et enfin de l'appui au gouvernement à travers des Pôles d'Activités et de Soins Adaptés (PASA) sur les 4 piliers prioritaires identifiés. Madagascar a rejoint le GFF en 2017 et a finalisé l'élaboration de son Cadre d'Investissement (CI ou DI) pour le Plan Stratégique de la Santé de la Reproduction Maternelle, Néonatale, Infantile des Adolescents (PS-SRMNIA-2022-2024) aligné sur le Plan National de Développement. On rappelle que Madagascar a rejoint le GFF en 2017. Grâce au partenariat du GFF, le pays a pu bénéficier d'un appui pour bâtir un système de santé qui profite aux femmes, aux enfants et aux adolescents.

SEED: Pour le soutien à l'écosystème entrepreneurial

HOLY DANIELLE. | LES NOUVELLES | 25 MARS 2024

L'ONG People Power Inclusion (PPI) et le Centre d'excellence en entrepreneuriat (Ceentre) ont procédé au lancement, jeudi dernier à l'hôtel Centell Antanimena, du projet Soutien à l'écosystème entrepreneurial pour l'emploi décent (Seed) à Madagascar, un programme de l'Incubost initié par le gouvernement malgache et l'Union européenne. L'inscription en ligne a pris fin la semaine passée et une équipe de Seed entamera prochainement les sélections. «Jusqu'à ce jour, nous avons enregistré 83 candidatures», a annoncé la directrice générale de PPI, Audrey Neguy. Vingt (20) projets seront par la suite sélectionnés et bénéficieront d'un soutien technique et financier basé sur trois étapes d'accompagnement. Il s'agit du renforcement des compétences pendant la durée du projet, de la mise

en relation et en réseau avec des structures d'appui à l'entrepreneuriat national et international ainsi qu'au développement de leur offre de service, sans oublier un accompagnement technique et financier pour assurer davantage la pérennisation. «Ces dernières années, l'écosystème entrepreneurial à Madagascar bouillonne. Malheureusement, peu de sociétés arrivent à pérenniser leurs activités. Il est ainsi difficile d'entreprendre au pays, avec l'environnement actuel», confie le directeur du Ceentre. Conscient de cette situation, la PPI et le Ceentre ont ainsi décidé de lancer le projet Seed en sollicitant la participation des jeunes, des femmes et surtout des personnes en situation de vulnérabilité. «Tout le monde peut entreprendre», conclut Audrey Neguy.

Emploi : 20 sortantes de la formation de masse en coupe et couture recrutées à Maurice

| 24/24.MG | 25 MARS 2024

“Des résultats concrets”. Le ministère de l’Enseignement technique et de la formation professionnelle annonce fièrement le recrutement à Maurice de 20 femmes ayant suivi les séances de formation de masse qu’elle a organisées à Antsirabe. “20 femmes sur les 70 ayant suivi la formation en coupe et couture à Antsoatany, Antsirabe II, partiront pour Maurice dans quelques jours”, écrit le ministère ce weekend, rapportant les déclarations de la ministre Lalatiana Rakotondrazafy lors de la cérémonie de clôture de la formation samedi. “Trouver du travail juste après la formation est tellement important”, indique encore le ministère, citant la ministre. Selon le communiqué du ministère, les bénéficiaires des formations “ne se forment pas pour se former mais se forment pour pouvoir tout de suite trouver du travail, être autonomes et pouvoir faire vivre leur famille de façon à ne pas être une charge pour la société”. Outre la formation en coupe et couture des 70 apprenties couturières, les séances de formation de masse

données à Antsoatany Antsirabe II ont aussi concerné trois autres secteurs : la transformation laitière, la pâtisserie et l’élevage de poulets de race locale. Elles sont 164 à avoir fait partie de la même promotion. La veille de la clôture de la formation de masse des femmes, le ministère a également remis leur certificat de formation à 110 jeunes hommes et femmes qui viennent de terminer une “formation de masse en mécanique moto-Bajaj”, toujours organisée par le ministère. Celui-ci parle d’un “marché ouvert et large permettant aux jeunes sortants de trouver du travail dans tout Madagascar en ouvrant leur propre atelier de mécanique”. Une formation de masse aux métiers du web a également été officiellement lancé vendredi lors du passage de la ministre à Antsirabe. La formation est ouverte à 200 bénéficiaires et les formations espèrent que celle-ci ouvrira les portes du marché international du travail aux jeunes Malgaches”, souligne le ministère.

Développement socio-économique : État et secteur privé sur la même longueur d’onde

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 MARS 2024

Une rencontre entre Edgard Razafindravahy, ministre de l’Industrialisation et du Commerce, et Francis Rabarijohn, nouveau président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), s’est tenue hier.

Une vision commune, partagée entre l’État et le secteur privé. C’est là un des points saillants de la rencontre qui s’est déroulée hier à Ambohidahy entre Edgard Razafindravahy, ministre de l’Industrialisation et du Commerce, ainsi que Francis Rabarijohn, le nouveau président du Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM). L’entrevue est une suite logique aux aspirations de l’État de faire du Groupement «un allié de confiance» pour le gouvernement et les partenaires techniques et financiers. D’ailleurs, le président du GEM a affirmé qu’il allait sensibiliser les membres de son groupement à soutenir les initiatives d’industrialisation menées par l’État sur plusieurs fronts. À commencer par le programme ODOF, ou encore les grands projets industriels. Avec la production stratégique de sucre, ou de ciment. Les perspectives de coopération sont vastes. Elles sont d’ailleurs matérialisées par le pacte sur l’Industrialisation entre l’État et le secteur privé. L’interaction entre l’État et le secteur privé ne se limite pas aux initiatives locales mais s’étend également à des ambitions plus larges sur le plan international, notamment l’intégration de Madagascar à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Edgard Razafindravahy a souligné l’intérêt pour le secteur privé de rejoindre cet espace économique, qui promet



l’accès à un marché d’1,2 milliard de personnes et pourrait augmenter les exportations malgaches vers l’Afrique de 47%. Cette orientation stratégique a déjà fait l’objet de plusieurs discussions, le secteur privé explorant activement les bénéfices et les implications d’une telle adhésion.

Avantages

Les avantages de l’intégration à la ZLECAF sont multiples pour les produits phares de la Grande Île. Le textile, par exemple, se voit offrir une place de choix, tout comme d’autres produits à l’instar des huiles essentielles avec des pays comme le Kenya, qui peuvent offrir un potentiel d’exportation de 15 millions de dollars pour Madagascar. Il en va de même pour le Maroc avec un potentiel d’exportation de 18 millions de dollars pour des produits comme les crevettes, le poivre ou encore le girofle.

Inclusion financière : La NIM s’associe avec Shyn et Vanilla Pay

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 26 MARS 2024

D’une pierre deux coups. Hier, au siège de la Nouvelle Institution de Microfinance, NIM, à Andavamamba, deux événements ont eu lieu. D’abord, Harizaka Rakoto, directeur général de la NIM, a signé l’accord faisant de

Shyn l’ambassadeur attitré de la NIM. «Un choix logique dans la mesure où il a collaboré avec nous dès le début en juillet 2022. Nous avons ouvert notre capital social le 8 janvier et l’apport de Shyn va être déterminant pour inciter

les compatriotes à déposer leurs avoirs dans une banque malgache», explique Harizaka Rakoto. Shyn, le chanteur à succès, tant sur la scène nationale qu'internationale, entend user de sa grande influence et de sa notoriété sur les réseaux sociaux pour soutenir cette démarche. L'idée d'aider les petites gens à améliorer leur niveau de vie l'a séduit. En outre, la NIM a aussi conclu un accord de partenariat avec Vanilla Pay, une start-up de paiement international basée à Paris, gérée par des jeunes malgaches.

Cette coopération vise à mobiliser l'épargne des membres de la diaspora où qu'ils se trouvent. «Depuis l'ouverture du capital social, une trentaine de personnes ont déjà apporté leurs contributions. Des entreprises ont manifesté leur disponibilité mais attendent la décision de leurs conseils d'administration. La NIM compte vingt-et-une agences dans dix-sept régions. Quatre mille emprunteurs ont bénéficié des prêts sur mesure sur les sept mille cinq cents demandes reçues», résume Harizaka Rakoto.

MID : L'ariary s'apprécie face au dollar et à l'euro

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 26 MARS 2024

Encourageant. Les efforts menés par le ministère de l'Economie et des Finances portent leurs fruits. L'ariary se refait une santé et s'apprécie face aux devises de références que sont le dollar et l'euro.

Sur le marché interbancaire des devises, hier, l'euro affichait une parité de 4 760 ariary alors qu'au début de cette année, la monnaie européenne frôlait la barre de 5 000 ariary, plus exactement 4 985,03 ariary à la date du 2 janvier 2024.



Efforts

Ce qui fait un gain relativement important de 225 points en 3 mois. Quant au dollar, il affichait hier à la clôture du marché interbancaire des devises un taux de 4 320 ariary contre 4 574,21 ariary en début d'année. Soit un gain de 254 points pour la monnaie nationale face au billet vert. D'après les explications des cambistes, cette performance plutôt encourageante de l'ariary est le résultat des efforts menés, notamment par le ministère de l'Economie et des Finances, qui a réussi à augmenter les taux de rapatriement et de cession des devises. On rappelle, en effet, que ce département s'est fixé dans le cadre de ses 100 jours, un objectif de 86% de taux de rapatriement de devises. Ce qui est déjà une bonne chose puisque d'après nos informations

ce taux de rapatriement des devises était à 80% en début d'année.

Dispositions

Comme cette augmentation du taux de rapatriement des devises ne suffit pas à elle seule pour atteindre l'objectif recherché qui est l'appréciation de l'ariary, des dispositions ont été prises pour encourager les exportateurs à procéder à la cession de leurs devises. On rappelle au passage que sur le principe et conformément à l'obligation de cession de devises, c'est l'opérateur lui-même qui donne l'ordre à sa banque de céder ses devises sur le MID en fixant son propre taux de change. En cas de défaut de preneur ou si le taux proposé par l'acheteur est inférieur à celui fixé par le vendeur, il appartient à la banque – et conformément à l'obligation de cession des devises – de les mettre sur le MID. D'après nos informations, ce sont les problèmes liés à l'application de cette obligation qui ont entraîné le faible taux de cession des devises enregistré auparavant. Mais la donne est actuellement en train de changer puisque suite à des actions d'informations et de sensibilisation menées par les services des Finances Extérieures (FINEX), l'objectif de 76% de cessions de devises est en passe d'être atteint.

Exportations d'or

Une performance qui se vérifie d'ailleurs sur le terrain puisque c'est l'offre de devises sur le MID qui est principalement à l'origine de cette appréciation de l'ariary. L'offre émane notamment des exportateurs des principaux produits d'exportation dont la vanille et le girofle. Parallèlement et contrairement au boom des fêtes de fin d'année, les demandes de devises ne sont pas tellement importantes en ce moment. Ce qui joue évidemment en faveur de l'ariary. Et le meilleur est encore à venir selon les analystes puisque la reprise annoncée des exportations officielles d'or est appelée à augmenter davantage les offres de devises dans les mois qui viennent. Un avenir en or massif pour la monnaie nationale.

Industrialisation : Transformation de grains secs en farine dans le district d'Ambatoboeny

R.EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 26 MARS 2024

La mise en place de pépinières industrielles se poursuit dans les quatre coins de la Grande île. La semaine dernière, c'est dans le district d'Ambatoboeny qu'une usine de production de farine a été mise en place, dans le cadre du programme ODOF.

Un grand événement porteur d'espoir pour les paysans, les coopératives et les opérateurs économiques du district d'Ambatoboeny. La mise en place officielle de l'usine de

transformation de grains secs en farine s'est tenue le 20 mars dernier. Cet événement, qui s'est déroulé en présence de représentants des autorités locales, régionales et des acteurs économiques, a jeté les bases d'un développement industriel prometteur dans le cadre du programme ODOF (One District One Factory). La cérémonie d'inauguration a été marquée par l'enthousiasme et la détermination des participants à contribuer activement au développement économique de la région. Des opérateurs économiques,



des membres de coopératives agricoles et de groupements de collecteurs ont exprimé leur volonté de s'engager dans la mise en place de pépinières industrielles. Lesquelles joueront un rôle crucial dans l'amorçage du développement industriel local en offrant des opportunités d'exploitation de la machine industrielle nouvellement installée.

Valorisation

L'une des principales retombées de cette initiative est la création de valeur ajoutée pour les produits agricoles locaux. Grâce à la transformation des grains secs en farine, les agriculteurs pourront désormais diversifier leurs activités et

accéder à de nouveaux marchés. Cette démarche favorise également la pérennité économique des zones rurales en stimulant l'activité agricole et en créant des emplois locaux. La DRIC (Direction régionale de l'Industrialisation et du Commerce) de la région Boeny a lancé un appel à manifestation d'intérêt lors de la cérémonie, invitant les opérateurs économiques et les coopératives de la région à soumettre leurs candidatures pour l'exploitation de la machine industrielle. Les candidats auront jusqu'au 10 avril pour déposer leurs dossiers. Il convient de souligner que les acteurs locaux seront prioritaires lors de la sélection, conformément à la politique du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) visant à promouvoir un développement local inclusif. En somme, le lancement de l'usine de transformation de grains secs en farine représente une étape significative dans le développement économique et industriel du district d'Ambatoboeny. Cette initiative, soutenue par le programme ODOF, ouvre de nouvelles perspectives pour les agriculteurs et les acteurs économiques locaux. En favorisant la valorisation des ressources locales et en encourageant l'engagement communautaire, elle contribue à la construction d'un avenir prometteur pour la région et ses habitants.

Filière gingembre: Ambatovy appuie les producteurs de Moramanga

ARH. | LES NOUVELLES | 26 MARS 2024

Ambatovy soutient le développement de la filière gingembre à Moramanga. Depuis 2023, dans le cadre de son engagement envers les communautés agricoles locales, cette compagnie minière a lancé un programme novateur pour stimuler la production de gingembre dans le district de Moramanga. Les communes rurales d'Andasibe, Ambatovola et Beforona ont été spécifiquement ciblées. Grâce à cette initiative, 137 producteurs issus d'une dizaine d'associations villageoises ont reçu un soutien substantiel, comprenant 9.000 kg de rhizomes de gingembre, 5.000

rejets de bananier, et des fertilisants organiques. En plus de ces fournitures, des sessions de formation ont été organisées pour renforcer les compétences des agriculteurs en techniques agricoles. Ce programme vise à diversifier les sources de revenus des paysans locaux tout en favorisant le développement économique régional. L'initiative d'Ambatovy illustre l'importance de la collaboration entre le secteur privé et les communautés locales pour promouvoir la durabilité et la prospérité dans les régions rurales de Madagascar.

Le tarif plancher de l'internet mobile fixé à 0,95 USD le Gigaoctet à partir du 1er avril

| 24/24.MG | 26 MARS 2024

Sauf changement, le prix des offres spéciales réseaux sociaux devrait augmenter à partir du 1er avril. Le tarif plancher applicable aux offres Internet mobile des opérateurs titulaires de licences fixé par arrêté gouvernemental en décembre devrait entrer en vigueur comme prévu "pour compter du 1er avril 2024". Le gigaoctet devrait, à partir de cette date, ne pas dépasser l'équivalent en monnaie nationale de 0,95 dollar. Avec l'entrée en vigueur de cette mesure, les offres proposant le gigaoctet à moins de 0,95 dollar, soit 4 160 ariary au taux de change actuel, vont devenir de facto illégales. Tel est par exemple le cas de certaines offres des opérateurs qui proposent un tarif de moins de 2 000 ariary le Gigaoctet pour pouvoir accéder uniquement à certains réseaux sociaux. Les opérateurs en télécommunication se préparent par ailleurs à en aviser leurs abonnés. Ce tarif plancher de 0,95 dollar est cependant bien en-deça du prix moyen de l'Internet mobile à Madagascar. Selon l'Union internationale des télécommunications (ITU), le prix moyen de 2Go d'internet mobile sur la Grande île est de 3,7 dollars,

soit 1,85 dollar le Gigaoctet. En ariary, cela donnerait 8 060 ariary le Gigaoctet au cours actuel du dollar. Ce prix moyen, bien qu'il soit inférieur au prix moyen d'internet mobile en Afrique subsaharienne qui est de 7,54 dollars, reste encore élevé compte tenu du faible pouvoir d'achat du Malgache, estime le ministère en charge des Télécommunications. D'où la volonté du ministère de ramener le coût du Gigaoctet d'internet mobile à moins de 1 dollar. Pour l'heure, sur les offres Internet mobile proposant d'autres sites et services en plus des réseaux sociaux les plus utilisés, le Gigaoctet peut atteindre jusqu'à 10 000 ariary. D'après le Plan stratégique du numérique (PSN) 2023-2028, Madagascar avait recensé 4,895 millions d'abonnés aux services Data mobile en 2022. Ce qui équivaut à 16,3% de la population, en considérant que le pays comptait 29,96 millions d'habitants au début de l'année 2023. Et en janvier 2024, selon les données de Kepios publiées en février 2024, la Grande île compte 3,80 millions d'utilisateurs des médias sociaux, et quasiment tous utilisent le réseau social Facebook.

Andravoahangy : Des matériels de pesage saisis

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 27 MARS 2024

Les instruments de pesage illégaux sont encore légion. Hier, vingt et une balances ainsi que quinze poids ont été saisis lors d'une descente inopinée au marché d'Andravoahangy. Les responsables du marché, les représentants des Forces de l'ordre ainsi que la Direction de la protection des consommateurs (DPC) au sein du ministère du Commerce sont descendus sur place et ont constaté ces pratiques commerciales frauduleuses. Elles sont monnaie courante malgré les descentes et les efforts de toutes les parties concernées. Les consommateurs sont d'ailleurs les premières victimes de ces cas d'arnaques, devenus très répétitifs. Pour éradiquer ces pratiques douteuses des étals, la DPC et le Service de métrologie légale (SML) coordonnent leurs efforts dans ce sens. Il s'agit même de la priorité absolue pour ces services. Les contrôles se font à deux niveaux. Le SML s'occupe de la sécurisation des vignettes validant la fiabilité des instruments de pesage que les commerçants déclarent aux autorités. En application de la réglementation sur les instruments de mesure, les balances, les poids, les ponts bascules pour le pesage des camions

et des mesures de capacité doivent être certifiés auprès du Service de métrologie légale. Certains commerçants du marché d'Andravoahangy ne possèdent pourtant pas de vignette permettant de certifier leur instrument de mesure. « Nous avons accordé du temps pour permettre aux commerçants de vérifier leurs instruments de mesure. Nous constatons pourtant que cela n'a pas été fait. Ce sont les consommateurs qui sont les premières victimes de ces pratiques illégales », exprime le directeur de la protection des consommateurs, Dina Rakotonirina. Les commerçants du marché d'Andravoahangy ont donc quinze jours pour se conformer aux normes établies par le SML. Ces derniers n'ont pas rechigné à l'idée de travailler avec les autorités pour le bien des consommateurs. « Suite à la sensibilisation du ministère du Commerce, nous avons décidé de vérifier nos instruments de mesure auprès des autorités compétentes, dans le but de protéger les clients vis-à-vis des arnaques possibles par rapport au poids des produits », confirme Vololona, une volailleuse du marché d'Andravoahangy.

Complexe halieutique de Farafangana : Une capacité de stockage de 4 tonnes de produits halieutiques

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 27 MARS 2024

La commune urbaine de Farafangana dispose actuellement d'un complexe de pêche qui a été mis en place dans le cadre de la mise en œuvre du projet Swiofish, financé par la Banque mondiale.

Ce complexe de pêche installé à Fenoarivo Atsimo, commune de Farafangana dans la région Atsimo Atsinanana, comporte notamment cinq congélateurs, une machine à glace et deux chambres froides. « Il dispose d'une capacité de stockage atteignant près de 4 tonnes de produits halieutiques. L'objectif de l'installation d'une telle infrastructure consiste à mieux conserver les produits de pêche, qui sont, reconnaît-on, facilement périssables afin de maintenir leur qualité tout en améliorant les revenus des pêcheurs. En effet, les produits halieutiques qui abondent sur le marché pourraient être vendus à un prix dérisoire quand ils ne trouvent pas de preneur », a évoqué Noniarilala Miarizo, directeur régional du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue dans la région Atsimo Atsinanana.

Réduire les pertes post-captures.

Il est à noter que la coopérative Miray regroupant 154 pêcheurs se charge de la gestion de ce complexe qui est opérationnel depuis le début de cette année et qui fonctionne via un système solaire. « Elle assure entre autres, la collecte des produits halieutiques provenant des pêcheurs membres ou bien d'autres pêcheurs travaillant dans sa circonscription en vue de les conserver dans les chambres froides. Cette coopérative revend ensuite ces produits de pêche à un prix plus élevé tout en maintenant leur qualité. Ce qui permettra de réduire considérablement les pertes post-captures », a-t-il ajouté. Une délégation, conduite par le Directeur général de la Pêche et de l'Aquaculture, s'est rendue dernièrement à Farafangana pour discuter avec



les membres de la coopérative de l'amélioration du mode de gestion de cette infrastructure de pêche en vue de sa pérennisation.

Exportés à Dubaï.

Par ailleurs, « la coopérative Miray peut vendre des glaces à raison de 1 000 Ar le kilo au profit des autres pêcheurs qui commercialisent leurs captures sur le marché local », d'après toujours les explications de ce directeur régional du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue. Et lui d'enchaîner que la région Atsimo Atsinanana regorge de nombreuses ressources halieutiques dont, entre autres, des langoustes, des poissons et des civelles grâce à l'existence de nombreuses rivières et fleuves. « Ses produits de la pêche sont en grande partie exportés à Dubaï, Maurice et La Réunion. D'autres opérateurs les collectent pour approvisionner d'autres régions telles que la capitale, Fianarantsoa et Taolagnaro », a fait savoir le directeur Noniarilala Miarizo.

Infrastructures défaillantes: un frein à la promotion du tourisme

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 27 MARS 2024

Le tourisme est un secteur de grande importance dans l'économie nationale. Toutefois, les infrastructures défaillantes constituent un frein majeur à son développement. «Si on veut réellement attirer plus de touristes à Madagascar, de gros efforts sont à fournir afin de mieux perfectionner les cadres touristiques dans la Grande île» a déclaré le directeur exécutif de la confédération du tourisme de Madagascar (CTM), Lova Ratovomalala, hier. L'arrivée des pluies et des cyclones accélère la dégradation des routes nationales devenues même presque

impraticables dans certaines localités. A citer les RN 2, RN 4, RN 6 et RN 7. Hormis les infrastructures routières, les problèmes d'évacuation d'eau présentent également des difficultés. A l'heure actuelle, plusieurs villes se retrouvent inondées comme Toamasina ou encore Antsirabe. Toutes ces conditions ont des répercussions sur la promotion du tourisme au niveau national, surtout en cette période de vacances. «Les infrastructures routières sont un axe majeur du développement touristique, il est impératif de procéder rapidement à la réhabilitation des routes», a-t-il soutenu.

Urbanisation: les villes ne parviennent pas à catalyser la croissance économique

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 27 MARS 2024

Les villes malgaches, bien que générant génèrent trois quarts du Produit intérieur brut (PIB) du pays, ne parviennent pas à catalyser efficacement la croissance économique et à réduire la pauvreté. Ces constats alarmants ont été révélés dans la « Revue de l'urbanisation de Madagascar : tirer parti des villes comme moteurs de croissance et de transformation structurelle », publiée hier par la Banque mondiale.

Selon ce rapport, «Madagascar, malgré un taux d'urbanisation en constante progression, présente un PIB par habitant inférieur à celui de ses pairs en Afrique subsaharienne». La capitale, Antananarivo, en particulier, illustre les défis d'une urbanisation mal planifiée. Conçue pour 400.000 habitants, la ville accueille aujourd'hui près de trois millions de citoyens, confrontés à des lacunes criantes en matière de services et d'infrastructures. «Environ 60% des emplois urbains sont informels, soulignant ainsi les défis de l'emploi décent», indique-t-on. La Banque mondiale avertit également que «la pauvreté urbaine a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie et que plus de la moitié de la population pourrait vivre en milieu urbain d'ici 2036», exigeant ainsi une action urgente. Lors de la présentation de la revue, les intervenants ont souligné la nécessité d'investir dans des politiques visant à créer des emplois décents à court terme tout en favorisant la croissance économique à long terme. Le ministre de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire, Naina Andriantsitohaina, a souligné l'engagement du gouvernement à relever ces défis par le biais d'une meilleure planification territoriale et de réformes institutionnelles. «Ce rapport arrive à un moment opportun puisque le gouvernement a l'intention de donner la priorité à l'amélioration des services municipaux et la modernisation des infrastructures dans nos villes. Il

propose des pistes pour y parvenir et nous nous réjouissons de travailler avec nos partenaires de développement, tels que la Banque mondiale, dans le cadre de cet effort», a-t-il indiqué. Catalina Maralunda, responsable du Pôle d'expertise sur le développement urbain, a souligné «l'importance du soutien financier dans la réalisation des projets urbains, mettant en lumière les initiatives telles que les projets Produir et Casef, financés par la Banque mondiale».

Renforcement de la politique et de la stratégie

La revue propose quatre piliers d'intervention pour exploiter le potentiel d'urbanisation du pays. Il s'agit d'une part de renforcer la politique et la stratégie nationale de développement urbain en ayant une approche intégrée pour les interventions aux niveaux national, régional et municipal; mettre en œuvre un cadre politique coordonné au niveau national pour diverses réformes en vue de l'amélioration des services municipaux et de l'aménagement du territoire ; accroître les investissements et les financements en faveur d'infrastructures et de services urbains résilients. Et d'autre part, d'améliorer la performance institutionnelle et de la capacité des villes. «Madagascar est encore dans le processus d'urbanisation, c'est le moment opportun pour s'assurer que cette croissance soit bénéfique pour le pays et la population», a déclaré Atou Seck, Représentant de la Banque mondiale à Madagascar. Bref, la revue met en lumière les défis complexes auxquels sont confrontées les villes malgaches, tout en offrant des pistes concrètes pour une urbanisation plus inclusive et résiliente. À présent, il appartient aux autorités et aux partenaires de développement de saisir cette opportunité et de transformer les villes de Madagascar en moteurs véritables de croissance économique et de prospérité pour tous.

Projet ODOF : Une usine de pâtes alimentaires à Ambohimangakely

ITAMARA RANDRIAMAMONJY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 MARS 2024

Le projet One District, One Factory touche aussi les communes. Hier, c'est une unité de pâtes alimentaires qui a vu le jour dans la commune d'Ambohimangakely.

Proximité. Une unité industrielle de pâtes alimentaires a été installée hier dans la commune d'Ambohimangakely. Il s'agit de la première unité industrielle du projet One District,

One Factory (ODOF) à s'implanter dans l'Avaradrano. Cette unité permettra, entre autres, aux producteurs de riz de la région de transformer leurs produits en pâtes alimentaires. Edgard Razafindravahy, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, a remis la machine aux responsables locaux hier. Pour le membre du gouvernement, le projet ODOF



s'approchera toujours au plus près de la population. « La vision du président de la République, Andry Rajoelina, est celle de mettre en place une unité industrielle dans chaque circonscription, pour qu'aucun district ne soit oublié. Maintenant, l'État fera en sorte qu'aucune commune ne soit délaissée. Si nous voulons établir les bases du développement industriel, nous devons descendre à la

base », souligne-t-il dans son discours. La nouvelle unité bénéficie d'une position stratégique dans l'Avaradrano, une région réputée pour sa production rizicole, avec un grand nombre d'opérateurs. Elle est prévue pour produire jusqu'à quatre tonnes de pâtes alimentaires par jour.

Importance

L'impact attendu de cette unité dépasse la simple production de pâtes. Elle encourage également la population locale à accroître sa production agricole, sachant que les ingrédients de base nécessaires à la fabrication des pâtes, y compris les œufs, seront fournis par les producteurs locaux. Natacha Ralalarisoa, avicultrice à Ambohimangakely et membre d'une association locale, témoigne de l'importance de cette unité pour la communauté : « Avec cette nouvelle unité, nous n'aurons plus à lutter pour trouver des débouchés pour nos produits, ce qui était un défi constant auparavant. » Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large visant à établir soixante-quinze unités industrielles dans autant de districts de Madagascar.

Droit des affaires : La sécurité juridique pour attirer les investisseurs

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 28 MARS 2024

« La croissance se nourrit des investissements, qui ont besoin de sécurité ». L'existence d'un cadre juridique stable est un gage pour les investisseurs. La sécurisation du droit des affaires est une valeur ajoutée qui vaut son pesant d'or car la première chose que vérifient les investisseurs une fois entrés sur un territoire est la fiabilité du cadre juridique. Avant d'apporter leur projet dans le pays, ils vérifient s'ils peuvent porter plainte dans une juridiction étrangère en cas de contentieux ou d'imbroglios juridiques. « La sécurisation des investissements et la protection des acteurs économiques stimulent les activités économiques en soi », développe le professeur Mayatta Mbaye, secrétaire permanent de l'Ohada (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du droit des affaires) au Radisson Ambodivona, lors d'une entrevue avec la presse. L'Ohada est une organisation qui a pour mission de garantir la sécurité juridique et judiciaire dans l'environnement des affaires en y instaurant des règles simples, modernes et adaptées. Garantissant à la fois la stabilité, la transparence, l'accessibilité et la prévisibilité du droit des affaires, en

favorisant une justice indépendante et fiable tout en encourageant le recours à l'arbitrage pour le règlement des différends. En somme, elle est chargée de promouvoir un droit des affaires attractif pour les investisseurs tant nationaux qu'étrangers. L'Ohada regroupe actuellement dix-sept pays. Madagascar n'a pas encore adhéré au club, malgré les avantages que cela représenterait pour le pays. Rindra Harizo Randriamahefarilala est la représentante de l'Unida dans le pays. Elle affirme que Madagascar est dans les priorités de l'Ohada. Différentes entrevues ont d'ailleurs déjà eu lieu avec les représentants du domaine public ainsi que du secteur privé. À commencer par le Groupement des Entreprises de Madagascar et d'autres groupements patronaux comme le Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (Fivmpama). Ces rencontres ont eu pour objectif « de faire connaître cette organisation internationale à tous les niveaux. Mais aussi d'exprimer le souhait de cette organisation de voir Madagascar rejoindre les rangs des pays membres », confie-t-elle.

Internet : Telma propose un nouveau catalogue d'offres

R. EDMOND | MIDI MADAGASCAR | 28 MARS 2024

Malgré une hausse attendue à partir d'avril, Madagascar reste encore parmi les pays où le coût d'Internet est l'un des plus bas du continent africain.

Les utilisateurs d'Internet sont d'autant plus avantagés en raison des offres de plus en plus compétitives proposées par les opérateurs.

Meilleure qualité

C'est le cas notamment de Telma qui présente son nouveau catalogue d'offres Internet qui sera en vigueur à partir de ce jour. « Conscients de l'importance croissante de l'Internet dans le quotidien de la population, nous poursuivons notre mission de faire de chaque Malagasy un citoyen du monde numérique », annonce Telma, dans un communiqué. « Nos nouvelles offres Internet mobile sont plus généreuses offrant pour le même prix encore plus de

volume, et donnant l'accès à l'Internet global, quels que soient les sites ou applications utilisés ». Telma propose ainsi « le smartphone 4G le moins cher d'Afrique, avec le I FEEL PRIME à 89 000 Ariary TTC seulement. Tous les Malagasy pourront ainsi accéder pleinement à la meilleure qualité Internet du pays* sur le réseau 100% 4G de TELMA ». Une manière, en somme, pour Telma de prendre conscience du fait que l'inclusion numérique à Madagascar dépend d'un Internet démocratisé par des smartphones toujours moins chers.

Diversification

Pour Telma, « Cette démocratisation des offres Internet mobile favorise le développement d'une économie numérique nationale dynamique à travers : la diversification des applications et des services mobiles, stimulant

l'innovation dans les domaines tels que les services financiers mobiles et les plateformes d'éducation mobile ; l'accès égal à tous les services en ligne, la large variété de ressources en ligne permettant le développement des compétences numériques chez les utilisateurs de téléphones mobiles et enfin, l'entrepreneuriat permettant aux petites entreprises

et aux startups de proposer des services digitaux et de toucher un large public via les applications mobiles ». Telma s'engage, par ailleurs à encourager toutes les initiatives et tous les talents ayant pour ambition de rendre les nouvelles technologies accessibles au plus grand nombre.

MINAE – Secteur privé : Un partenariat pour la mise en place des usines d'engrais

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 28 MARS 2024

Une convention de partenariat a été signée hier entre le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Ratohiarijaona Suzelin et des membres du secteur privé.

« L'objectif consiste à faciliter l'accès des paysans aux engrais qui constituent un des éléments clés permettant d'améliorer la production agricole en commençant par six régions de Madagascar dans le cadre des actions à mettre en œuvre dans 100 jours. Il s'agit d'une étape contribuant à la réalisation de la vision du Président de la République qu'est l'autosuffisance alimentaire », a évoqué le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Ratohiarijaona Suzelin, lors de la signature de cette convention de partenariat hier dans ses locaux à Anosy. Pour ce faire, des usines d'engrais seront ainsi mises en place par le groupe STOI et Manarivo Entreprise dans la région Analamanga, la société ZINA dans l'Amoron'i Mania et FAMA à Alaotra Mangoro. Quant aux sociétés BSF et Biozen, elles interviennent dans la région Atsinanana tandis que l'entreprise IRM s'implante dans la région Boeny. « Nous leur mettons entre autres, des locaux dont certains seront réhabilités afin qu'ils puissent produire ces intrants à proximité des zones de production voire en leur facilitant également l'accès à l'énergie nécessaire pour faire fonctionner leurs usines dans le cadre de ce partenariat. Pour l'heure, le taux d'utilisation d'engrais est encore faible, soit à moins de 10kg/ha », a-t-il rajouté.

Économie de devises

ous les membres du secteur privé ayant signé cette convention de partenariat ont manifesté leur ferme volonté de contribuer à la réalisation de cette vision présidentielle d'autant plus qu'ils œuvrent déjà dans le domaine du développement rural. Bon nombre d'entre eux prônent les engrais organiques permettant de mieux préserver l'environnement. « Cela fait si longtemps que nous attendions cet appui de l'Etat au secteur privé. Les producteurs d'engrais locaux devraient ainsi satisfaire d'abord les besoins des paysans sur le marché local. Et l'on



ne doit importer que le gap de ces intrants. Pour le groupe STOI qui produit des engrais organique « Taroka » depuis 34 ans, on a actuellement une capacité de production de 2 000 tonnes par mois. L'engrais « Taroka phosphaté » est très prisé par les paysans car il contribue à l'augmentation du rendement à 5 tonnes/ha contre environ 2 tonnes/ha auparavant », a expliqué Rabetsitonta Tovonanahary, le PDG du groupe STOI, lors de la signature de cette convention de partenariat. Il est à noter que cette entreprise œuvrant dans l'agri-business travaille en partenariat avec des milliers de producteurs via le système d'agrégation agricole. Elle a contribué à la facilitation d'approvisionnement en engrais organiques aux paysans via le projet PURPA. Elle s'engage également à fournir 3 000 tonnes de cet intrant dans les zones d'intervention du projet PADAP dans les régions de SAVA, Sofia, Boeny et Analanjirifo. « Il suffit d'augmenter de 25% la production rizicole nationale et l'on atteint l'autosuffisance alimentaire. On pourra même exporter. Le pays pourra aussi faire une économie de devises en réduisant ses importations en riz. On observe déjà une appréciation de l'Ariary face aux devises de référence. Ce qui permettra de faire baisser les prix des carburants, et ce, au profit des consommateurs », a conclu cet opérateur économique.

Zlecaf: le secteur privé a besoin d'être rassuré

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 28 MARS 2024

Le secteur privé est partie prenante dans le domaine de la croissance économique. Dans cette optique, des renforcements des échanges entre le privé et le public ont été entrepris. Cependant, l'entrée dans la zone de libres échanges africaine (Zlecaf) reste encore un sujet à controverse.

ZLECAF est un vaste marché interafricain qui prévoit la suppression progressive des droits de douane. Madagascar est parmi les 55 pays qui ont signé l'accord, mais ne l'a pas encore ratifié car les entrepreneurs, les acteurs économiques

malgaches, font encore face à des incertitudes.

«Les opérateurs et les acteurs économiques malgaches restent encore dans le doute», a souligné Heriniaina Ramanarivo, coordinateur national du PA-zlecaf. Les contraintes logistiques et les répercussions qui en découlent, sont leurs principales sources d'inquiétude. Les entraves liées à l'acheminement des marchandises, sont nombreuses, à citer les infrastructures routières et portuaires défectueuses. Toutefois, Madagascar n'est pas le seul pays qui rencontre ce genre de problème. D'apr-s

l'Organisation des Nations unies «le forum des affaires de la Zlecaf a souligné la nécessité d'améliorer les infrastructures du continent» propos tenu par l'Onu sur le marché Zlecaf. Dans la foulée, des représentants du secteur privé ont affirmé que, «Madagascar devrait importer plus de matières premières et non des produits finis pour pouvoir tirer profit des marchés de libres échanges». De son côté, la direction du commerce extérieur a souligné que «des défis sont à relever en accédant à ce marché, tels que l'amélioration des infrastructures et des services logistiques, le renforcement des capacités de production, la promotion de l'innovation et

la recherche en développement».

Des sensibilisations

Pour rassurer le secteur privé. Le projet de cadre intégré renforcé (Cir) met en lumière les avantages obtenus en ratifiant la Zlecaf. Un atelier dans ce cadre a été organisé, hier, à Ambohidahy, pour les encourager à adhérer au marché. Parmi les profits potentiels, l'élargissement du marché exploitable, la diversification des produits à exporter, la concurrence sur les chaînes de valeurs, le développement de l'entrepreneuriat et de la culture commerciale, mais également la facilitation des échanges commerciaux.